



**Amnesty International**

*DOCUMENT PUBLIC*

***IRAK***  
***Les pillages, l'anarchie et les  
conséquences humanitaires***

Index AI : MDE 14/085/2003

•  
*ÉFAI*

# **IRAK**

## **Les pillages, l'anarchie et les conséquences humanitaires**

Pillages généralisés et incendies volontaires, anarchie et attaques à titre de représailles, pénurie d'eau et coupures d'électricité, hôpitaux débordés et saccagés, désordre gênant les activités des organisations humanitaires : voilà la triste réalité à laquelle sont confrontés des millions de civils irakiens dans les zones contrôlées par les troupes américaines et britanniques. Comme l'a déclaré un Irakien à un journaliste de la BBC le 10 avril 2003 : « *Il n'y a plus de gouvernement, plus de loi, plus rien, des voleurs partout.* »

Amnesty International et d'autres organisations avaient averti à plusieurs reprises les autorités américaines et britanniques avant le déclenchement du conflit du risque grave de désordre généralisé, de crise humanitaire et d'atteintes aux droits humains, notamment d'actes de vengeance, après le renversement du gouvernement irakien. Maintenant que les troupes américaines et britanniques occupent une grande partie de l'Irak, elles doivent assumer leurs responsabilités spécifiques de protection des droits du peuple irakien découlant du droit international humanitaire et relatif aux droits humains.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a été cité comme ayant déclaré à propos de scènes de pillage : « *Il est évident que le maintien de l'ordre doit être une préoccupation primordiale [...] Je pense que le Conseil [de sécurité] a également réaffirmé que le Règlement de La Haye et les Conventions de Genève [relatives au devoirs des puissances occupantes] s'appliquent à ce conflit et que la coalition est tenue d'assurer la sécurité de la population de cette région. Je suis certain que ces règles seront respectées.* »

Amnesty International appelle les troupes d'occupation à :

– prendre sans délai des mesures pour maintenir l'ordre dans les zones qu'elles contrôlent, particulièrement en empêchant les pillages, les destructions et les actes de violence à l'encontre des personnes ;

- assurer l'approvisionnement en nourriture, en eau et en produits médicaux de la population des zones placées sous leur contrôle ;
- assurer le fonctionnement des hôpitaux et des services médicaux ainsi que la santé et l'hygiène publiques.

### **Les pillages, l'anarchie et les attaques à titre de représailles**

Alors que les troupes américaines et britanniques pénétraient dans le centre des principales villes irakiennes, de nombreux observateurs présents sur le terrain ont décrit le chaos et l'anarchie qui ont rempli le vide politique créé. Le 7 avril à Bassora, puis le 9 avril à Bagdad et le 10 à Kirkouk, de très nombreux habitants désespérés ont envahi les rues et ils se sont mis à piller, incendier et détruire des bâtiments administratifs ainsi que, de manière plus inquiétante, des institutions indispensables pour leur avenir, notamment des écoles, des universités et des hôpitaux. Dans la plupart des cas, les troupes d'occupation, réticentes à prendre en charge le maintien de l'ordre ou non préparées à le faire, n'ont pas réagi.

Amnesty International est profondément préoccupée par le fait que les violences incontrôlées risquent d'entraîner des attaques à titre de représailles contre des individus comme cela s'était produit massivement en 1991 lors du soulèvement qui a suivi la Guerre du Golfe. Parmi les personnes menacées figurent les membres du parti Baas et de la Garde républicaine ainsi que leurs familles et des personnes prises pour cibles du fait de leur appartenance ethnique ou religieuse. Ce climat peut également favoriser les règlements de comptes entre différents groupes pour des motifs politiques, comme cela semble avoir été le cas, le 10 avril, date de l'homicide du dignitaire religieux chiite Abd al Majid al Khoei (voir plus loin).

L'organisation déplore également le vol et la destruction par les pillards de documents officiels du gouvernement irakien. Ceux-ci pourraient servir de preuves importantes à l'avenir dans le cadre de procédures en vue de traduire en justice les responsables présumés de violations des droits humains et aider les nouvelles autorités irakiennes à gouverner le pays.

### **Bassora**

Dès que les troupes britanniques eurent pris le contrôle du centre de la deuxième ville d'Irak, le 9 avril, la population a pris conscience du vide politique. Trois jours de pillage et d'anarchie ont suivi.

Les ministères, l'université, les bâtiments officiels et le domicile de dirigeants du parti Baas ont été saccagés. L'Agence France-Presse (AFP) a rapporté que le ministère du Pétrole, la compagnie nationale d'électricité, la banque centrale et d'autres bâtiments administratifs avaient été pris d'assaut par des individus qui avaient emporté leur butin à pied, à dos d'âne ou dans des voitures. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) ont signalé le pillage d'entrepôts gouvernementaux ainsi que d'écoles et de bâtiments publics. Des magasins, des bureaux et l'hôtel Sheraton auraient été saccagés.

Selon plusieurs sources, dans un premier temps les troupes britanniques n'ont pratiquement rien fait pour empêcher le désordre. Selon l'AFP, des militaires britanniques qui se trouvaient sur le campus de l'université quelques heures avant le saccage se sont contentés d'observer les destructions sans intervenir.

Des responsables de l'armée britannique ont exprimé leur réticence à prendre en charge le maintien de l'ordre. Ils auraient déclaré qu'ils considéraient les pillages comme « *l'expression de la colère contre Saddam* ».

Muayad Jumah Lefta, médecin exerçant dans l'hôpital principal de Bassora qui aurait été la cible de pillages, a affirmé le 10 avril à un journaliste de la BBC qu'il en voulait aux forces britanniques car elles ne garantissaient pas la sécurité. Il a déclaré : « *Nous recevons des patients qui ont été blessés au cours des pillages, poignardés par leurs voisins, blessés par balle lors de bagarres entre des membres du Parti Baas et leurs rivaux [...] Les Britanniques sont responsables de tout cela.* »

Le 10 avril, les troupes britanniques auraient commencé à prendre des initiatives pour rétablir l'ordre. Toutefois, les organisations humanitaires continuaient de refuser d'entrer dans Bassora avant d'avoir reçu des assurances quant à leur sécurité.

## **Bagdad**

Un scénario similaire s'est déroulé dans la capitale. Dès que les chars américains ont pénétré dans le centre ville, les pillages ont commencé et des actes de vengeance ont visé les symboles du régime de Saddam Hussein et les bâtiments officiels. Selon une dépêche de l'agence Associated Press (AP) du 10 avril, des dizaines de milliers de personnes parcouraient la capitale à la recherche d'immeubles à attaquer. La foule a emporté des téléviseurs, des meubles, du matériel de bureau, des voitures et tout autre objet transportable.

Selon l'AFP, parmi les lieux qui ont été pillés figuraient les palais du vice-Premier ministre Tariq Aziz, du fils de Saddam Hussein, Oudaï et de sa fille Halah, de généraux de l'armée dans les quartiers de Jadria et de High Babel ainsi que les locaux des ministères de l'Intérieur et de l'Irrigation. L'AP a fait état du pillage d'entrepôts, d'installations gouvernementales, du ministère des Transports, du club des officiers de l'armée de l'air, de l'hôpital olympique et de laboratoires publics. La chaîne de télévision arabe Al Jazira a signalé le saccage de l'ambassade d'Allemagne et du centre culturel français. D'autres journaux ont rapporté le pillage du ministère du Pétrole, de l'ambassade de Slovaquie et du siège de l'UNICEF.

Dans un article sur les événements qui se sont déroulés à Bagdad le 10 avril, Robert Fisk, journaliste travaillant pour *The Independent*, a décrit les embouteillages de pillards, les ministères pratiquement tous entièrement vidés et les tentatives pour s'emparer du blé essentiel à la fourniture de pain dans la capitale pendant que les soldats américains observaient les pillages sans rien faire.

À Saddam City, banlieue pauvre et surpeuplée de Bagdad à majorité chiite, des individus ont pénétré par effraction dans des magasins et des maisons pour voler du mobilier, entre autres. Des habitants du quartier auraient érigé des barrages dans les rues pour confisquer le butin.

Des immeubles ont été incendiés par la foule dans plusieurs quartiers. Selon l'AP, les ministères de l'Éducation et de l'Intérieur ainsi que les bureaux d'Oudaï, le fils de Saddam Hussein, ont été en partie incendiés, tandis que le ministère des Transports et le siège du Comité olympique irakien étaient réduits en cendres.

La réticence des troupes américaines à maintenir l'ordre a été illustrée par les déclarations du colonel John Toolan, commandant une unité de marines. Le 9 avril, alors qu'il se trouvait au milieu des débris des locaux des inspecteurs en armements des Nations unies qui avaient été pillés, il a déclaré à un journaliste du *Guardian* : « *On dirait qu'il y a des pillages là-bas. Peut-être que les gens profitent de l'absence de sécurité publique.* »

Une bonne partie des armes et munitions abandonnées dans toute la ville – notamment des fusils et des missiles – auraient également été volées, peut-être en vue de pillages futurs ou pour des actes de vengeance. Un sergent de l'armée américaine a déclaré à l'AFP, le 8 avril, que des civils s'étaient emparés d'armes dans une base militaire de Bagdad.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a déclaré qu'il déplorait que les pillages continuent d'entraver les tentatives menées pour apporter de l'aide humanitaire à la population. Carel de Rooy, représentant de l'UNICEF en Irak, a exprimé une crainte similaire dans les termes suivants lors d'une conférence de presse le 9 avril : « *Ce qui est terriblement inquiétant à propos des pillages, du chaos et de la détérioration de l'ordre public, c'est que les systèmes sur lesquels nous comptons risquent de s'effondrer totalement.* »

Amnesty International craint également que ce climat d'anarchie et de désordre favorise les représailles. Selon l'AFP, des membres du Parti Baas auraient été attaqués à Bassora le 7 avril. L'agence de presse a affirmé que, plus tôt dans la journée, des soldats britanniques avaient laissé des habitants piller le siège local du Baas.

D'après l'AFP, Peter Kessler du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a averti, le 9 avril, que l'anarchie régnant en Irak pouvait provoquer un déplacement de population et « *des actes de vengeance visant certains secteurs de la société irakienne* ».

Le 10 avril, Abd al Majid al Khoei, éminent dignitaire religieux chiite, a été poignardé dans la mosquée de l'imam Ali à Nadjaf. Maher al Yassiri, l'un de ses adjoints, et Hayder al Rafii, un autre dignitaire religieux de Nadjaf, ont également été tués. Abd al Majid al Khoei qui vivait au Royaume-Uni était rentré à Nadjaf quelques jours auparavant.

Dans la soirée du 9 avril, le commandement central américain aurait déclaré que ses troupes allaient essayer de rétablir l'ordre à Bagdad.

## **Kirkouk**

Le 10 avril, peu après l'entrée des troupes américaines et des *pechmerga* kurdes dans la ville de Kirkouk au nord de l'Irak, des habitants auraient pillé et détruit le siège du Parti Baas. Ils auraient emporté les climatiseurs et du matériel et mis le feu à des bureaux gouvernementaux. Selon des sources non confirmées, des actes de violence auraient été commis contre des personnes et des homicides auraient été perpétrés à titre de représailles.

## **Les préoccupations humanitaires croissantes**

La santé de millions d'Irakiens est menacée, de nombreux hôpitaux étant dans l'incapacité de s'occuper des blessés de guerre et des malades. Des maladies graves transmises par l'eau, comme le choléra, semblent se répandre en raison du manque d'eau potable dans certaines régions. Des organisations humanitaires ont signalé que l'accès aux soins médicaux était de plus en plus difficile, que les stocks de médicaments commençaient à s'épuiser et que le désordre régnant dans les rues empêchait le personnel de santé et les ambulances de se déplacer.

David Wilmhurst, employé du bureau du coordonnateur humanitaire des Nations unies en Irak, a déclaré le 9 avril : « *La situation est extrêmement critique en raison de la détérioration grave de l'ordre public. Plus cette situation incontrôlée se prolonge, plus il sera difficile de démarrer les opérations d'aide humanitaire.* »

Les organisations humanitaires ont prévenu de longue date que les 23 millions d'Irakiens étaient dans une situation tragique après des années de sanctions et que la fourniture d'aide humanitaire pendant le conflit et à l'issue de celui-ci devait être une priorité absolue. Le 10 avril, la situation humanitaire était désespérée dans certaines zones contrôlées par les troupes américaines et britanniques.

Le 6 avril, des organismes humanitaires des Nations unies ont averti que les cinq millions d'habitants de la capitale étaient confrontés à une crise sanitaire, les hôpitaux étant débordés et les infrastructures détruites. Les responsables de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du CICR ont confirmé que les hôpitaux de Bagdad avaient beaucoup de mal à gérer la situation. Le CICR a signalé que certains quartiers de la capitale étaient privés d'eau. Un responsable de l'UNICEF a déclaré qu'il était particulièrement préoccupé par l'impact de la guerre sur les enfants qui forment près de la moitié de la population de Bagdad. L'UNICEF a ajouté qu'à Bassora 100 000 enfants risquaient de tomber gravement malades car la station d'épuration avait cessé de fonctionner.

Le même jour, le CICR a annoncé que l'hôpital d'Umm Qasr n'assurait plus les urgences et que les patients ne pouvaient pas être transportés en sécurité à Bassora pour y être soignés. Il a ajouté que l'eau restait un problème dans la ville et qu'il n'y avait pas de carburant pour les pompes.

Le 7 avril, des responsables de l'OMS ont annoncé que l'Irak était confronté à une épidémie de choléra et d'autres maladies infectieuses en raison de la pénurie d'eau potable. Le 8 avril, une porte parole du CICR a déclaré lors d'un point de presse que les hôpitaux avaient atteint leurs limites et que les principaux services de chirurgie et les stations d'épuration étaient uniquement alimentés par des

générateurs de secours. Elle a qualifié la situation d' « *intenable* ».

Le 8 avril, le CICR a déclaré que le débit de l'eau au robinet avait diminué de moitié dans le quartier de Saddam City et que le Centre médical Saddam souffrait beaucoup du manque d'eau et d'électricité. Des pénuries d'eau étaient également signalées à Kerbala, Nadjaf et Bassora. Le Département britannique du développement international a affirmé qu'à sa connaissance, l'eau manquait également dans d'autres régions du centre de l'Irak, notamment Abou Ghraib, à Mahmudiya, à Hilla et à Al Anbar. Des habitants de Nassiriyah étaient apparemment dans les rues à la recherche d'eau. Le CICR a affirmé qu'il fournissait de l'eau à des hôpitaux et à des quartiers qui en avaient particulièrement besoin.

Le 9 avril, le CICR qualifiait la situation humanitaire à Bagdad de « *critique* », particulièrement parce que le personnel de santé et les employés des compagnies d'eau et d'électricité ne pouvaient se rendre en toute sécurité sur leur lieu de travail et que de nombreux centres médicaux manquaient d'eau et d'électricité. Le CICR qui était l'une des seules organisations internationales humanitaires présentes à Bagdad a annoncé qu'il suspendait provisoirement son action humanitaire dans la capitale en raison de la situation « *chaotique et imprévisible* ». Un employé canadien du CICR avait été tué la veille, sa voiture ayant été prise dans une fusillade à Bagdad.

Le CICR, qui a repris ses activités dans la capitale le 10 avril, a toutefois annoncé que l'hôpital Al Kindi avait été saccagé et que les violences dans les rues et les pillages avaient contraint d'autres hôpitaux à fermer. Selon l'AFP, des soldats américains appelés à l'aide quand des pillards ont volé deux ambulances et des médicaments dans l'hôpital ont répondu qu'ils n'avaient pas reçu l'ordre d'intervenir. Des responsables de l'OMS se sont déclarés « *profondément préoccupés par le fait que l'absence manifeste de maintien de l'ordre à Bagdad allait avoir des conséquences très graves sur la santé et la fourniture de soins médicaux dans la capitale irakienne* ».

L'incapacité des ambulances et des autres véhicules à circuler librement a été illustrée le 10 avril par un photographe de l'AFP qui a signalé que les corps d'une vingtaine de personnes, parmi lesquels figuraient des enfants, étaient toujours éparpillés sur la route entre Al Dora et l'aéroport, plusieurs jours après leur mort. Cette route était contrôlée par les troupes américaines.

À Bassora, l'électricité semblait rétablie le 9 avril dans la plus grande partie de la ville, après avoir été coupée pendant plusieurs jours. Des responsables de l'armée britannique ont toutefois affirmé au journal *The Independent* que les canalisations d'eau qui avaient été endommagées et polluées n'avaient pas été réparées.

La BBC a rapporté, le 8 avril, que dans le sud de l'Irak, l'arrivée de l'aide humanitaire était toujours entravée par les craintes liées à l'insécurité dans le port d'Umm Qasr et que seuls deux navires britanniques transportant de l'aide avaient pu accoster.

Mueen Kassis, porte parole du CICR, a affirmé le 9 avril : « *La guerre peut commencer à un moment et prendre fin à un autre, mais les conséquences humanitaires risquent de se faire sentir pendant de nombreuses années.* »

## **Recommandations aux puissances occupantes**

Amnesty International prie instamment les troupes américaines et britanniques d'assumer les responsabilités qui, aux termes du droit international humanitaire, leur incombent en tant que puissances occupantes. Elles sont notamment tenues de rétablir l'ordre public et de le maintenir (art. 43 du Règlement de La Haye). Toute utilisation de la force qui serait nécessaire doit respecter le droit international humanitaire et relatif aux droits humains, et notamment les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois.

Dans les zones qu'elles contrôlent, les troupes d'occupation doivent prendre sans délai des mesures pour maintenir l'ordre, notamment en empêchant les pillages de documents officiels du gouvernement irakien, ainsi que les destructions et les actes de violence à l'encontre d'individus. Tout en reconnaissant que les troupes américaines et britanniques ne sont pas une force de police, Amnesty International les exhorte à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour rétablir l'ordre ainsi que l'exige le droit international humanitaire et relatif aux droits humains. Des soldats en nombre suffisant et ayant reçu une formation adaptée doivent être déployés en priorité pour remplir ces fonctions.

L'organisation rappelle aux puissances occupantes qu'elles ont le devoir d'assurer, si nécessaire, l'approvisionnement de la population du territoire occupé en vivres et en produits médicaux (art. 55 de la Quatrième Convention de Genève).

La Quatrième Convention de Genève prévoit également que la puissance occupante a le devoir « *d'assurer et de maintenir avec le concours des autorités nationales et locales, les établissements et les services médicaux et hospitaliers, ainsi que la santé et l'hygiène publiques dans le territoire occupé* ». Les puissances occupantes doivent également garantir l'approvisionnement en fournitures médicales nécessaires pour que les hôpitaux et les services médicaux puissent fonctionner normalement.

---

*La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre Iraq. Looting, lawlessness and humanitarian consequences.*

*La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - avril 2003.*

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :